

L'OASIS

Jean-Louis Le Breton

Séquences de soleil. Le vent frissonne dans les noyers. La Dourbie étire son mince filet argenté au fond de la vallée encaissée. Le village est accroché à flanc de montagne comme un navire ancré dans quelque vaste mer de verdure. Les granges écroulées perdent peu à peu leurs lauzes grises que les vents d'orage emportent. Entre les failles des pierres où les guêpiers pullulent, des colonies de lézards ont établi leurs repaires. Plus loin, passé Saint-Jean-du-Bruel, la route serpentine s'élève vers le plateau du Larzac. À l'opposé, c'est le Causse Bégon et le col de la Pierre Plantée balayés par la Tramontane.

Le T. était déserté après tant d'années prospères. Le hameau mourait lentement d'asphyxie depuis la seconde guerre. Ici, on pratiquait la polyculture. Beaucoup d'arbres fruitiers. Mais les terrains sont escarpés et pentus. Il fallait ramener les récoltes à dos d'homme. Les noix et les châtaignes représentaient l'essentiel de la production. Maintenant les séchoirs pourrissent comme des balcons de bois meurtris par la moisissure et s'effondrent peu à peu des façades. Dans les fissures qui ravinent les crépis, on trouve encore le brou sec des noix émietté par les années. La sente escarpée qui descend à la rivière ne sert plus guère qu'aux pêcheurs et à ceux des groupements forestiers. Les animaux aussi sont partis. Avant la guerre, il y avait plus de trois cents brebis dans le village, et au moins quatorze chèvres. On utilisait surtout les chèvres pour qu'elles mangent les mauvaises herbes des chemins. Le cheptel était réparti entre quatre familles. À cette époque on travaillait du lever au coucher du soleil. On entretenait quelques champs pour ses propres besoins. Quatre sacs de farine suffisaient pour faire le pain de l'année. Les femmes portaient le repas aux hommes le midi. On faisait une heure ou deux de sieste avant de reprendre le labeur. Puis, petit à petit, ils sont partis, ou ils sont morts.

Le grand d'en haut, d'abord, dont j'ai oublié le nom. C'était le plus costaud des paysans. Il charriait des charges de soixante-quinze kilos sur son dos. Ça l'a brisé. Il a fallu lui mettre un corset de fer. Mais malgré l'interdiction des médecins, il continuait à trimer comme quatre hommes. Un jour, il a senti la fin. Il a abandonné son camion sur la route et a fait le chemin à pied jusqu'à sa maison. Il s'est écroulé sur son lit. Le lendemain matin, il était mort. À quarante-six ans.

En montagne on ne pouvait pas moderniser la culture. Pas question d'utiliser des machines ou des tracteurs. Certains terrains sont inaccessibles. Alors les fils sont partis et le village a décliné. Les loirs et les lézards sont restés. Peu ou pas entretenues, les maisons se sont effondrées comme s'affaisse la poitrine d'un mort dans son dernier soupir que le temps emporte.

Un jour, les jeunes sont arrivés. Un couple avec une gamine. Ils se sont installés dans la maison du bas. Plus exactement dans l'une des granges car la maison elle-même était trop délabrée. Au début, j'ai cru qu'ils ne resteraient pas longtemps car le travail était démesuré. Mais petit à petit ils ont grignoté sur la mort lente. Il fallait se battre contre la dégradation qui allait aussi vite que les travaux. Finalement ils ont gagné du terrain et en deux ans une partie de la maison était habitable. Bien sûr, il fallait puiser l'eau à la source, dégager les ronciers, réparer les toitures. Tout cela se faisait à son rythme, sans à-coup ni brusquerie.

Les premiers temps, ils n'habitaient le T. que quelques mois de l'année. Les saisons douces. Lui avait son travail à la ville et de ce que je sais, ils passaient l'hiver dans un de ces immeubles de banlieue triste et impersonnel. Mais le village les avait envoûtés. En 1984, les événements commencèrent à se gâter. Six millions de chômeurs. Les usines fermant leurs portes les unes après les autres. Un climat social pire que tout ce que j'avais connu, même en 1936 lorsque la crise s'était abattue comme les sauterelles sur l'Égypte. Cette fois encore, il y avait de sérieuses raisons de s'inquiéter. La conjoncture mondiale était au plus mal. En France, le libéralisme de droite n'avait pas su faire face et abolir suffisamment tôt un certain nombre de privilèges indécents. Pour avoir défendu des intérêts trop particuliers, le gouvernement voyait la société insouciante des années soixante s'effriter comme un mauvais

ciment. Les centrales syndicales avaient abandonné leur ton alarmiste pour laisser place à une attitude laconique. D'interminables rencontres à huis-clos avaient lieu, mais l'image qui ressortait de tout cela était une démission générale face à la crise. La France était bien coupée en deux : ceux qui travaillaient et ceux qui ne travaillaient pas. Cette faille s'était approfondie au fur et à mesure que les organismes de chômage cessaient de faire face aux demandes d'inscription. Les bureaux de l'agence pour l'emploi ne désemplissaient pas. Pourtant on avait dû baisser le taux de l'aide publique et, en 84, un chômeur ne touchait que quinze francs par jour. Ce qui lui permettait à peine de s'offrir un sandwich et un café.

Ainsi les drames humains succédaient aux drames humains. En Lorraine, en Bretagne et dans la région

marseillaise, la misère s'était répandue comme une traînée de poudre. Des centaines de milliers de gens ne payaient plus leurs loyers ni leurs impôts. On leur coupait l'eau et l'électricité. Très rapidement le marché noir s'était mis en place. La nourriture était rationnée, car avec la dégradation du climat social les ménagères avaient stocké les produits de première nécessité. Ce qui avait eu pour conséquence directe de faire monter les prix en flèche. Comme d'habitude, quelques magnats avaient profité de la situation pour s'en mettre plein les poches en spéculant sur l'offre et la demande. Il n'était pas rare de voir des familles logées dans des appartements luxueux et crevant de faim devant leur télévision couleur.

Les partis politiques se maintenaient, tant que faire se peut, dans une opposition modérée. Cela afin de ne pas hériter d'un pouvoir véreux dans une situation aussi catastrophique. L'action du gouvernement, qui lui se trouvait isolé, consistait à colmater tant bien que mal les plus grosses voies d'eau de ce navire en perdition. Le pire était peut-être la résignation de la population. On avait tant dit à ces gens qu'ils allaient vivre des années difficiles, qu'ils acceptaient ce qui arrivait avec fatalisme. Le pétrole avait été le premier coup de semonce des années soixante-dix. Désormais le prix de l'essence était tel que, par rapport à 1975, une voiture sur cent seulement pouvait rouler. La plupart des français laissaient la priorité de leur budget au chauffage. La « croissance » était un terme qui n'existait plus que dans les livres d'histoire.

Contrairement à ce qu'on aurait pu croire, la presse n'avait pas été censurée. Tout simplement elle mourrait d'elle-même, à cause du prix du papier qui avait incroyablement augmenté. Les intellectuels et les hommes de lettres s'étaient élevés contre cette situation en signant un « manifeste pour le droit à l'expression ». Mais dans le fond, le pouvoir en place n'avait interdit aucune publication, et l'on n'avait pas eu à se servir de l'appareil législatif. Le problème était d'ordre international. Ce n'était pas un système ou un autre qui échouait, c'était la faillite de l'économie en général. L'or avait atteint un cours astronomique qui ne signifiait plus rien. Les petits épargnants avaient fait les frais des dévaluations successives.

En novembre 1984, alors que l'automne présageait un hiver rude, la guerre éclata en Mauritanie : il allait enfin se passer quelque chose. L'Algérie soutenue par l'URSS occupait la Mauritanie et entraînait en conflit ouvert avec le Maroc. Fin novembre, les premiers contingents de parachutistes français quittaient la Corse pour aller renforcer l'action des troupes marocaines. C'était le début d'une deuxième guerre sanglante qui allait opposer la France à l'Algérie. Le conflit s'enlisa pendant quelques mois. De part et d'autre on ne tenait pas à mettre le feu aux poudres en provoquant une troisième déflagration mondiale. Mais sur le terrain les affrontements étaient très durs. En métropole, les attentats contre les commerces algériens se multipliaient et on ne comptait plus les ratonnades. Le gouvernement fermait les yeux.

Dans le camp militaire du Larzac, c'était l'effervescence. Les appelés étaient casernés et sans contact avec l'extérieur. On avait rappelé les permissionnaires. Au village, les jeunes étaient revenus. Définitivement semblait-il, cette fois-ci. La maison n'était pas encore terminée mais ils avaient quitté la banlieue devenue invivable. D'autres personnes avaient rejoint Le T., pour la plupart des Marseillais qui, en temps ordinaires, ne venaient là que pour les vacances. Quand à moi j'occupais toujours la maison du bas, et malgré les années qui me courbaient l'échine, je cultivais encore mon petit lopin de terre. Suffisamment pour subvenir à mes besoins modestes. Je vendais le surplus au marché de Saint-Jean. Plus question d'aller jusqu'à Millau depuis le rationnement de l'essence.

Un matin, les jeunes sont venus me trouver dans mon champ. Lui marchait devant. Il était vêtu d'une salopette rapiécée et d'un béret basque. Ses cheveux longs et noirs tombaient droit sur ses épaules et une épaisse paire de moustaches à la gauloise encadrait sa bouche comme s'il portait un fer à cheval rouillé sous le nez. Elle le suivait avec sa fille dans les bras. C'était une belle femme aux cheveux longs et frisés. Son pantalon de toile boueux traînait sur ses godasses qui laissaient des empreintes profondes dans la terre meuble.

Sa gamine, une fillette blonde aux yeux noirs comme le brou de mes noix, pressait contre sa poitrine une belette en peluche tellement usée que des carrés de toile lisse apparaissaient sur son dos. Ils s'avancèrent jusqu'à moi, et à leur mine soucieuse je compris qu'il ne s'agissait pas de m'acheter des légumes

comme ils le faisaient de temps à autre quand leur potager leur jouait des tours. Après tout, ils avaient encore beaucoup à apprendre de la vie paysanne. Il tenait une lettre à la main qu'il éleva en l'agitant :

- Cette fois, c'est mon tour, Louis, me dit-il. J'ai reçu ma feuille de route ce matin. Je dois me présenter au camp de la Cavalerie le plus tôt possible !

Je sortis mon paquet de tabac pour rouler une cigarette. La plus fine possible, car le tabac aussi manquait.

- Qu'as-tu l'intention de faire ? lui demandais-je.

- Jean ne veut pas y aller, répondit sa femme. Il dit qu'il peut se cacher dans la montagne et qu'ils ne le trouveront pas.

- Tu sais ce que veut dire déserteur en temps de guerre ?

Il hocha la tête en regardant autour de lui. Au loin, sur la route qui menait au Causse Bégon, on pouvait voir un camion qui se déplaçait sous le soleil. Minuscule point blanc et scintillant. La campagne était encore belle. Les sapins replantés par les groupements forestiers s'alignaient sur le flanc de la montagne comme les dents d'un peigne fin. Les rochers aux pointes aigües éclataient d'une lumière contrastée.

Je songeais que quelques vingt ans plus tôt, j'avais alors cinquante ans, j'avais vécu les mêmes événements. Des trains entiers de jeunes qui partaient se faire massacrer dans les Aurès au nom d'un colonialisme stupide et borné. « En Algérie, il n'y a qu'une sorte de gens : il n'y a que des Français », disait en substance De Gaulle à l'époque. En ce temps là, je vivais encore à Paris où j'exerçais mon métier de journaliste à la radio. Puis, en 1968, on m'avait mis à l'écart pour mes prises de positions trop « dérangeantes ». Le fait d'avoir vu des CRS piller des magasins boulevard Saint-Michel et de l'avoir dit sur les ondes m'a valu la mise à la retraite anticipée. Dès lors je suis revenu au T. que je n'ai plus quitté.

- Je me suis battu contre l'armée, reprit Jean. Léa et moi, nous avons milité chaque année pour empêcher l'extension du camp du Larzac. Nous étions des milliers de personnes à soutenir la lutte des paysans. Nous avons obtenu des résultats.

Maintenant, ils voudraient me faire passer de l'autre côté de la barrière.

Il accompagna sa phrase d'un geste de la main dans la direction du Causse.

- Je n'irai pas là-bas endosser leur uniforme. Je ne mettrai jamais le pied au Maroc sous les couleurs de l'armée française.

- Cette fois tu risques de mener ton combat tout seul, lui dis-je. Si les gendarmes te prennent, c'est le tribunal militaire. Tu as pensé à ta femme et ta gosse ?

- Nous avons parlé de tout ça, intervint Léa. Je veux m'occuper de la maison toute seule le temps qu'il faudra. L'important est de cacher Jean le plus rapidement possible.

Je possédais une vieille grange à La R., un hameau situé à une dizaine de kilomètres entre Valdebouze et Le Mourier. Elle pouvait leur servir, tout au moins en attendant que la situation se décante, et je la leur proposais. Ils décidèrent que Jean s'y cacherait la journée, et le soir même il quittait LeT. sac au dos. Il me serra la main avant d'embrasser sa femme et sa fille.

- Je ne sais comment tout ça va tourner, me dit-il, mais je tiens à te remercier de ce que tu fais pour moi, Louis. Je ne voudrais pas qu'il t'arrive des ennuis si jamais je me fais prendre dans ta grange.

- Ne te fais pas de soucis. Mais tâche de ne pas te montrer pendant le jour. Je me débrouillerai pour

déposer un cageot de nourriture et des livres toutes les semaines à la sortie de la route de Cassanas. Puis, me prenant à part, il me demanda de veiller sur Léa et la petite si jamais il lui arrivait quelque chose. Après quelques jours, une seconde convocation arriva au village, le sommant de rejoindre son casernement, faute de quoi, il serait considéré comme déserteur. Enfin les gendarmes se présentèrent et Léa dut répondre à leurs questions toute une matinée. Ensuite on la convoqua à la gendarmerie de Millau où elle dut se rendre à bicyclette. Onregistra ses déclarations en la prévenant des risques qu'elle encourrait pour complicité de désertion. Ce dont elle se fichait totalement. Quand aux gens du T., ils furent tous interrogés, mais hormis Léa et moi, personne ne savait où se cachait Jean.

Le conflit s'enlisait et les forces marocaines, quoique soutenues par des unités françaises, avaient dû lâcher quelques points stratégiques. La ville de Tan Tan, puis celle de Lebouirat étaient investies par les Algériens. Malgré l'importance des combats, les grandes puissances ne tenaient pas ouvertement à internationaliser le conflit. Manifestement la situation évoluait comme si tout devait aboutir à la création d'un second Vietnam français. La Mauritanie était aux mains de l'Algérie grâce à l'aide officieuse des Cubains qui avaient sauté sur l'occasion pour tenter de déstabiliser cette partie de l'Afrique.

Cela avait eu pour conséquence le massacre systématique de tous les ressortissants français travaillant dans les mines de fer de Mauritanie. Le représentant français à l'ONU avait élevé une protestation solennelle, bien sûr sans aucun effet. Chacun restait sur ses positions en attendant de voir comment la situation évoluerait sur le terrain. Et pendant la valse hésitation des diplomates, les barbouzes s'en donnaient à cœur joie.

Léa travaillait dur à sa maison. Seule une aile du bâtiment était habitable. Le reste avait croulé avec le temps et il fallait dégager les éboulis. La plupart des toits s'étaient effondrés car les poutres étaient rongées par l'humidité. Elle récupérait les lauzes parmi les gravas afin de les réutiliser plus tard. Elle les empilait entre l'ancienne étable et la grange. Plusieurs fois par jour, elle grimpait le sentier en poussant des brouettes pleines. Le soir elle emmenait la gamine à la rivière pour faire sa toilette et la lessive. J'admirais son courage et sa ténacité.

La gendarmerie de Millau avait lancé plusieurs avis de recherche concernant les jeunes déserteurs de la région, dont celui de Jean. Ce texte était un véritable appel à la délation, exaltant le patriotisme. Ceux qui prêchaient des « il leur faudrait une bonne guerre » étaient servis. Jusqu'à Saint-Jean-du-Bruel on voyait des bombages sur les murs appelant à « tuer les Arabes ». Les anciens du Parti des Forces Nouvelles se croyaient revenus au bon vieux temps de l'OAS. Peu importaient les bavures, et les immigrés marocains en faisaient les frais au même titre que les Algériens. Il fallait « tuer du rat ». Pour le moment on parlait moins du chômage alors que la situation ne s'améliorait guère. On acceptait mieux les privations en temps de guerre. Pourtant celle-ci devait porter un autre rude coup à l'économie. Au printemps 1985, des manifestations commencèrent à s'organiser contre l'ingérence française dans les affaires africaines. Le gouvernement invoquait le traité de coopération économique et militaire signé avec le Maroc, et justifiait le renfort des troupes françaises par les massacres de Mauritanie.

« Il s'agit d'assurer la sécurité de nos ressortissants », avait déclaré le président dans une allocution. Le mouvement contre la guerre avait pris naissance à Paris. Un peu tard, mais cela prouvait que toute l'opinion publique n'était pas amorphe. Il était cautionné par de nombreux intellectuels, des artistes et des hommes politiques de tout bord, dont certains voyaient là une occasion d'améliorer leur image de marque. Parallèlement était créé le « Comité de Soutien aux Déserteurs » sur l'initiative de la Ligue Communiste qui s'était déjà fait remarquer dans les années 70 par le fameux « Appel des Cent » et le procès de Draguignan.

Jean se cachait toujours. Quelques paysans du coin avaient eu vent de l'affaire, mais grâce à leur complicité silencieuse rien ne s'était ébruité. Peu à peu la France s'enlisait dans un marasme officieux. La vie au T. semblait loin de tout cela. Les journées s'écoulaient paisibles ; les buses aux ailes largement

déployées continuaient de tourner silencieusement au-dessus de la vallée de la Dourbie. La nuit, parfois, Jean descendait embrasser Léa et sa fille. Il prenait des nouvelles de la situation. Il

s'informait du développement des différents mouvements de contestation, et écoutait les communiqués de la radio. Beaucoup de garçons mouraient en Afrique.

Un soir vers dix heures, trois voitures ont descendu le chemin tous feux éteints. J'étais sur le perron dès que j'avais entendu le bruit des moteurs. Il était déjà peu courant de voir des voitures au T., mais encore moins depuis les restrictions de l'essence. Une dizaine d'hommes en sont sortis. Ils portaient des cagoules et tenaient des barres de fer. J'ai tout de suite compris qu'ils allaient chez Léa. Ils ont fait irruption chez elle alors qu'elle était seule avec la petite. Ils l'ont traitée de « salope » et de « pute gauchiste ». Ils ont tout mis à sac et l'ont violée sous les yeux de la petite. Ils ont fracassé les meubles, enfoncé les portes, brisé tous les carreaux. Quand je me suis précipité, l'un d'eux m'a crié : « Toi le vieux, on sait bien que t'es avec eux ! ». J'ai reçu un coup de poing américain en pleine face. J'ai cru que ma tête éclatait et je me suis évanoui. Ensuite, ils ont mis le feu à la grange et se sont enfuis.

Quand Jean apprit la nouvelle le lendemain, prévenu par des paysans, il se précipita le matin même au T. On m'avait transporté à l'hôpital de Millau. C'est là que je fus informé que les gendarmes l'avaient arrêté. Il avait été transféré directement à la prison des Baumettes à Marseille en attendant de passer devant un tribunal militaire.

Léa était également à l'hôpital en état de commotion nerveuse. Elle pleurait sans discontinuer bien que les médecins lui aient administré une forte dose de calmants. Ses parents étaient venus la voir en catastrophe, et sa mère aussi pleurait sans arrêt. C'étaient des braves gens de Montpellier qui ne comprenaient pas grand chose à la situation mais qui surent prendre la petite en charge. Celle-ci était complètement sous le choc, ne disait pas un mot et refusait de manger. Je m'en tirais avec deux dents cassées et quelques points de suture sur le nez, dont je garde encore la cicatrice. Le docteur me dit que je

m'en sortais bien pour mon âge. Lorsque je retournais au hameau, je constatais que leur maison n'avait pas entièrement brûlé. Mais les poutres noircies pendaient comme les pattes cassées d'une araignée. Le toit de la grange était complètement calciné et s'était affaissé sur lui-même. Le feu avait dévoré la cour arrière et le hangar à châtaignes n'était plus qu'un amas de pierres grillées. Je restais sans nouvelles de Jean pendant plusieurs mois.

Léa, encore traumatisée, avait rejoint ses parents dans leur propriété de Montpellier. En décembre 1985, elle m'envoya une lettre pour m'annoncer que Jean avait été tué pendant une tentative d'évasion. Un an et un mois après le début de la guerre. Elle m'expliquait qu'elle mettait en vente ce qu'il restait de la maison et me demandait si je pouvais la faire visiter aux acheteurs qui se présenteraient. Beaucoup de gens plaçaient leur argent dans la pierre. « Quant à moi, ajoutait-elle dans cette lettre, je suis bien incapable de remettre les pieds au T. pour le moment. Trop de souvenirs y sont cruellement attachés. Je vais tâcher de refaire ma vie sur des bases différentes. Et d'abord il faut s'occuper de la petite. Je ne lui ai pas encore annoncé la mort de son père. Elle a trop souffert ces derniers temps, et il faut qu'elle retrouve son équilibre. Mais la vie continue et je vais remonter vers Paris où j'ai gardé de nombreux amis, pour essayer de trouver du travail. Finalement Le T. n'était qu'un rêve que nous avons vécu, Jean et moi, et qui a tourné au cauchemar. Nous pensions que le hameau était une oasis dans le désert de la crise. Un petit paradis en dehors des problèmes. Nous nous sommes trompés. Bien sûr il est plus dur de survivre à la ville qu'à la campagne. Montpellier est un peu privilégié, bien qu'il y ait ici d'énormes problèmes d'approvisionnement de l'eau. Je n'ai pas eu de détails sur la mort de Jean. Pour ma part, le connaissant, je pense qu'ils l'ont tabassé et qu'il en est mort. Je ferai tout pour obtenir la vérité là-dessus. J'ai l'intention de reprendre la lutte contre cette guerre stupide. Plus tard, quand tout cela sera terminé, je reviendrai te voir au T. mon cher Louis. En attendant, reçoit toute mon amitié la plus sincère. »

Le village est à nouveau à la dérive. Je reste comme un capitaine ridicule sur un navire qui sombre. Le mois dernier, les Marseillais sont partis. Ils ont perdu un fils, tué à la bataille de Lebouriat. « Mort pour la France ». Léa avait raison de croire que Le T. est une oasis. Une île sur laquelle la

nature reprend ses droits au milieu d'une mer agitée. Les nuits sont froides, mais le ciel est dégagé en ce moment. La Petite Ourse est juste à la verticale de la cheminée. J'ai vu beaucoup d'étoiles filantes. Elles laissent une trace éphémère sur le tapis noir du ciel. Il y a toujours autant de chouettes. Les noyers sont cerclés d'une feuille de zinc pour empêcher les loirs d'y grimper. Ce soir, j'ai brûlé mon poste de radio dans la cheminée. Je sais qu'un jour des jeunes reviendront, mais sans doute je ne serai plus là pour les voir.